

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 21 (1903)
Heft: 23

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2tes Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abnommt werden.

Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.

Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich, ausgenommen Sonn- und Feiertage.	Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement.	Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce.	Paratt 1 à 2 fois par jour, les dimanches et jours de fête exceptés.
Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc. Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).		Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc. Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).	

Inhalt — Sommaire

Titre disparu (Abhanden gekommener Werttitel). — Domicile juridique (Rechtsdomizil). — Handelsregister. — Registre du commerce. — Wochensituation der schweizerischen Emissionsbanken. — Situation hebdomadaire des banques d'émission suisses. — Gründungen von Aktiengesellschaften in Deutschland im Jahre 1902. — Petroleumraffinerie. — Milch in Pulverform. — Débouché pour les bâtiments démontables au Cap. — Ausländische Banken. — Banques étrangères.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

L'action au porteur, n^o 1638, du Bulle-Romont, appartenant au Cercle des Arts et Métiers, à Bulle, est égarée.

Le président du tribunal de la Gruyère comme tout détenteur de dite action d'en faire le dépôt au greffe du tribunal, à Bulle, dans le délai de trois ans dès la présente publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W. 105^a)

Bulle, le 26 décembre 1902.

Par ordre:

Le greffier: **A. Savoy.**

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

L'Assicuratrice Italiana,

Compagnie anonyme d'assurances contre les accidents et de réassurances, à Milan.

Les domiciles juridiques pour les cantons désignés ci-après, sont élus comme suit:

Canton de Fribourg: M. Arthur Blanc, agent principal, à Fribourg (remplaçant MM. A. Glasson & Cie., en la même ville).

Canton de Genève: MM. Victor-E. Schneider & A. Demole, agents principaux, à Genève (remplaçant MM. d'Espine, Fatio & Cie., en la même ville). (D. 6)

Canton de Neuchâtel: MM. Will.-A. Kocher & Cie., agents principaux, à La Chaux-de-Fonds (remplaçant MM. Bovet & Wacker, à Neuchâtel).

En outre, il est annoncé, que le titulaire du domicile juridique cantonal valaisan, ne se nomme pas P. Roulet, mais bien «Albert Roulet», agent principal, à Sion.

Lausanne, le 14 janvier 1903.

Pour la compagnie,

Le fondé de pouvoirs pour la Suisse:

Louis Genton.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal. — I. Registro principale.

Bern — Berne — Berna

Bureau Erlach.

1903. 16. Januar. François Antonietti, von Sessa (Tessin), Unternehmer, in Ins, und sein Bruder Jean Antonietti, Unternehmer, in Kerzers, haben unter der Firma Antonietti frères in Ins eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche schon im Jahr 1897 begonnen hat. Natur des Geschäftes: Bauunternehmungen.

Bureau Laupen.

13. Januar. Die Firma Fritz Geiser, Bäckerei und Mehlhandlung in Laupen, am 4. Januar 1900 in das Handelsregister von Laupen eingetragen (S. H. A. B. Nr. 5 vom 6. Januar 1900, pag. 18) ist infolge Wegzuges des Firmainhabers von Laupen erloschen.

14. Januar. Die Firma R. Ruprecht, Schweinemetzgerei, in Laupen, am 5. Oktober 1899 in das Handelsregister von Laupen eingetragen (S. H. A. B. Nr. 319 vom 12. Oktober 1899, pag. 1285) ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

15. Januar. Inhaber der Firma Ad. Bernhard in Laupen ist Adolf Bernhard, von Seeberg, in Laupen. Natur des Geschäftes: Schweinemetzgerei. Geschäftslokal in Laupen.

15. Januar. Inhaber der Firma N. Gasser in Laupen ist Niklaus Gasser, von Vordemwald bei Zolingen (Aargau), in Laupen. Natur des Geschäftes: Butterhandlung. Geschäftslokal in Laupen.

Schwyz — Schwyz — Svitto

1903. 16. Januar. Die Firma Fridolin Holdener in Schwyz (S. H. A. B. Nr. 96 vom 26. Juni 1883, pag. 767) ist infolge Geschäftsaufgabe des Inhabers erloschen.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Aigle.

1903. 16. janvier. Le chef de la maison A. Langenstein, à Leysin, est Auguste, fils de Jean-Michel Langenstein, de Duillier, domicilié à Leysin.

Genre de commerce: Epicerie fine, conserves, fruits, primeurs, droguerie, clouterie, papeterie, verres à vitres etc. Bureau: à Leysin.

Bureau de Morges.

15 janvier. Le chef de la maison Henri Hertig, à Morges, est Henri Hertig, de Ruederswil (Berne), domicilié à Morges. Genre de commerce: Fabrication de boîtes de montres en or. Bureau et atelier: En Bellevue, Morges.

16 janvier. Le chef de la maison G. Lichtenstein, à Morges, est Gustave Lichtenstein, de Belfort, domicilié à Morges. Genre de commerce: Chapellerie, tissus et confections. Magasins: Grande Rue n^o 75 sous l'enseigne «A la Ville de Morges» et Rue du Lac n^o 63, sous l'enseigne «Aux quatre prix fixes».

Gené — Genève — Ginevra

1903. 16 janvier. La société anonyme ayant pour titre Société Immobilière de la Rue de Carouge, dont l'entrée en liquidation a été publiée dans la F. o. s. du c. du 27 décembre 1901, page 1743, est radiée ensuite de la clôture de sa liquidation.

16 janvier. Suivant statuts adoptés le 13 janvier 1901, et sous la dénomination de Fédération cantonale Genevoise des Sociétés de Tir, il existe une société régie par le titre 28 du C. O., et qui a pour but de grouper les sociétés de tir du canton de Genève, et de développer chez ses membres la pratique des exercices de tir, afin de former d'habiles défenseurs de la patrie; de représenter les sociétés genevoises, auprès de la «Société Suisse des Carabiniers»; d'organiser des tirs cantonaux; de représenter les tireurs genevois, dans les tirs cantonaux et fédéraux; de demander le tir fédéral pour le canton de Genève et de l'organiser. Son siège est à Genève. La fédération est composée de toutes les sociétés de tir du canton de Genève, qui sont reçues comme sections. Toute société de tir, de 15 membres au moins, est admise comme section, sur une simple demande écrite au comité cantonal, accompagnée de l'état nominatif de ses membres, ainsi que de ses statuts; elle ne devront rien contenir de contraire à ceux de la fédération, ni à ceux de la «Société Suisse des Carabiniers». Les sections faisant partie de la fédération sont astreintes à: a. une contribution destinée à la «Société Suisse des Carabiniers», b. une contribution destinée à la caisse de la fédération. Ces deux cotisations sont fixées l'une par la «Société Suisse des Carabiniers», l'autre par l'assemblée des délégués de la fédération cantonale. Toute section qui n'aura pas donné sa démission avant le 30 novembre, continuera à faire partie de la fédération pendant l'année suivante. Une section qui ne paie pas ses contributions, ou ne se conforme pas aux statuts de la fédération, et à ceux de la société suisse des carabiniers, peut, sur la proposition du comité cantonal, être exclue de la fédération, par l'assemblée des délégués. Une section démissionnaire ou exclue perd tous ses droits à l'actif social. La société est administrée par un comité composé de onze membres, nommés pour trois ans et rééligibles. Elle est valablement engagée par la signature collective du président et du trésorier. Les membres de la société ne contractent aucune responsabilité personnelle. Les convocations aux assemblées sont faites par circulaires. En cas de dissolution de la fédération, les fonds disponibles seront répartis entre toutes les sections faisant partie de la fédération, et au prorata des membres inscrits des sections restantes. Le président est Francis Meylan; le trésorier est Carlos Wichmann, tous deux domiciliés à Genève.

16 janvier. La maison Fritz Lüdi, horticulteur, inscrite à Plainpalais (F. o. s. du c. du 16 octobre 1890, page 736), actuellement à Carouge, se fait radier en vertu de l'art. 13, dernier alinéa, du règlement du registre du commerce.

16 janvier. Les pouvoirs qui avaient été conférés à Théophile Le Double, comme administrateur-délégué par la société anonyme dite Comptoir d'Escompte de Genève, dont le siège est à Genève (F. o. s. du c. du 7 janvier 1890, page 10), ont pris fin par le fait du décès du titulaire. Par contre, le conseil d'administration décide d'autoriser Albert Weiss, à Plainpalais, et Auguste Emetaz, à Genève, à signer par procuration du directeur, à partir du 10 janvier 1903. Leur procuration sera individuelle.

16 janvier. La raison Jean Rieder, boucherie, aux Eaux-Vives (F. o. s. du c. du 31 décembre 1885, page 807), est radiée d'office ensuite de faillite du titulaire, prononcée par jugement du tribunal de première instance de Genève, en date du 8 janvier 1903.

Sammarische Uebersicht über die Wochensituationen der schweiz. Emissionsbanken. Résumé des situations hebdomadaires des banques d'émission suisses.

(Zahlen in Tausenden Franken verstanden. — Chiffres en milliers de francs.)

	Effektive Zirkulat. Circulat. effective.		Totales Barvorrat. Encaisse totale.		Ungedeckte Zirkul. Circulat. non couv.		Verflügl. Barresch. Encaisse dispn.	
	1902	1901	1902	1901	1902	1901	1902	1901
Durchschn. - Moyenne	206,284	197,548	114,391	116,969	91,893	80,674	25,206	81,187
Maxima	228,861	230,874	119,530	129,896	114,015	108,188	32,748	48,264
Minima	184,371	156,688	111,471	110,735	67,232	66,611	16,617	18,765
I. Quartal								
I^{er} trimestre								
	1903	1902	1903	1902	1903	1902	1903	1902
3. Januar - 3. janvier	228,085	215,956	117,865	118,661	110,670	97,395	22,095	25,718
10. Januar - 10. janvier	216,193	208,180	119,682	119,350	96,511	86,850	25,880	27,368
17. Januar - 17. janvier	207,431	200,206	120,903	119,025	86,528	81,161	28,662	29,052

Wochensituation der schweizerischen Emissionsbanken (inkl. Zweiganstalten) vom 17. Januar 1903.
 Situation hebdomadaire des banques d'émission suisses (y compris les succursales) du 17 janvier 1903.

Nr.	Firma Raison sociale	Noten — Billets		Gesetzliche Barschaft, inbegriffen das Guthaben bei der Abrechnungsstelle Espèces ayant cours légal, y compris l'avoir à la chambre de compensation			Noten anderer schweiz. Emissionsbanken Billets d'autres banques d'émission suisses			Uebrige Kassabestände Autres valeurs en caisse		Total	
		Emission	Circulation	40% d. Zirkulation Gesetzliche Höhe des Billets 40% de la circulation	Frei verfügbarer Teil Partie disponible	In Kassa En caisse	Bei d. Abrechnungsstelle Compte B A la chambre de compensation Compte B	In Kassa En caisse	Bei d. Abrechnungsstelle Compte B A la chambre de compensation Compte B	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
1	St. Gallische Kantonalbank, St. Gallen	14,000,000	18,540,450	5,416,180	2,644,855	997,000	—	84,195	101,988	32	9,244,218	45	
2	Basellandschaftl. Kantonalbank, Liestal	1,968,000	1,937,500	775,000	177,720	101,850	—	26,808	15,377	95	1,096,756	50	
3	Kantonalbank von Bern, Bern	20,000,000	18,380,050	7,850,020	5,951,125	4,448,800	—	27,426	108,828	66	3,629,740	17	
4	Banca cantonale ticinese, Bellinzona	2,000,000	1,977,300	790,920	122,260	162,900	—	7,181	254,988	04	1,838,249	20	
5	Bank in St. Gallen, St. Gallen	17,900,000	17,278,800	6,911,520	1,052,810	127,250	—	11,749	10,298	91	8,113,628	27	
6	Crédit agr. et ind. de la Broye, Estavayer	1,000,000	988,200	895,280	64,490	81,550	—	9,015	14,599	61	564,934	76	
7	Thurg. Kantonalbank, Weinfelden	5,000,000	4,773,550	1,909,450	802,550	443,900	—	15,407	212,814	12	3,984,132	09	
8	Aargauische Bank, Aarau	6,000,000	5,667,400	2,266,950	841,635	504,050	—	6,715	10,379	87	3,629,740	42	
9	Toggenburger Bank, Lichtensteig	1,000,000	978,760	889,500	170,120	500,100	—	3,561	162,234	27	1,225,516	18	
10	Banca della Svizzera italiana, Lugano	1,982,500	1,981,150	792,460	180,380	91,550	—	6,278	87,877	69	1,088,546	53	
11	Thurg. Hypothekenbank, Frauenfeld	1,000,000	976,050	890,420	319,675	842,900	—	27,054	66,221	40	1,146,271	15	
12	Graubündner Kantonalbank, Chur	8,942,700	8,910,050	3,264,020	226,845	262,500	—	27,176	19,700	76	2,903,242	46	
13	Luzerner Kantonalbank, Luzern	6,000,000	5,779,800	2,311,920	998,855	499,800	—	37,391	242,796	65	4,090,763	41	
14	Banque du Commerce, Genève	24,000,000	22,994,150	9,197,660	976,715	2,296,550	—	564,710	49,647	35	13,078,283	25	
15	Appenzell A.-Rh. Kantonalbank, Herisau	8,000,000	2,940,250	1,176,100	287,800	198,050	—	3,071	49,894	75	1,709,416	23	
17	Bank in Basel, Basel	24,000,000	22,863,450	9,145,380	2,389,065	1,815,450	—	806,919	162,392	46	13,819,207	19	
18	Bank in Luzern, Luzern	5,000,000	4,917,000	1,966,300	638,085	389,800	—	15,720	283,109	63	3,193,515	54	
21	Zürcher Kantonalbank, Zürich	80,000,000	28,013,550	11,205,420	5,656,375	4,191,700	—	523,581	170,875	23	21,747,956	14	
23	Bank in Schaffhausen, Schaffhausen	3,500,000	3,385,750	1,354,300	182,755	168,850	—	23,705	87,700	93	1,816,311	80	
24	Banque cantonale fribourgeoise, Fribourg	1,250,000	1,210,050	484,020	96,490	118,100	—	13,015	11,434	48	723,059	48	
26	Banque cantonale vaudoise, Lausanne	12,000,000	10,816,600	4,326,640	984,550	970,000	—	91,671	88,776	62	6,461,688	52	
27	Ersparniskasse des Kantons Uri, Altdorf	1,500,000	1,432,650	573,060	116,500	28,650	—	11,135	6,908	69	736,254	50	
28	Kant. Spar- u. Leihkasse von Nidw., Stans	1,000,000	977,400	390,960	104,100	43,700	—	8,489	5,856	98	548,056	26	
30	Banque canton. neuchâteloise, Neuchâtel	8,000,000	7,723,950	3,089,580	626,840	630,400	—	1,225	21,366	91	4,369,127	86	
31	Banque commerc. neuchâtel, Neuchâtel	8,000,000	7,860,100	3,144,040	248,235	235,050	—	40,753	19,838	85	3,687,412	55	
32	Schaffhauser Kantonalbank, Schaffhausen	2,500,000	2,364,850	945,940	342,465	221,450	—	22,920	39,714	33	1,672,489	77	
33	Glärner Kantonalbank, Glarus	2,500,000	2,407,850	963,140	283,475	116,150	—	15,462	29,356	01	1,406,583	90	
34	Solothurner Kantonalbank, Solothurn	5,000,000	4,902,000	1,960,800	597,790	283,150	—	1,584	24,600	92	2,817,375	77	
35	Obwaldner Kantonalbank, Sarnen	1,000,000	961,400	384,560	92,320	81,100	—	3,720	11,444	82	526,844	48	
36	Kantonalbank Schwyz, Schwyz	3,000,000	2,954,650	1,181,880	99,895	27,000	—	19,560	13,887	98	1,341,693	38	
37	Crédito Ticinese, Locarno	2,250,000	2,225,800	890,320	51,470	45,800	—	16,790	55,161	01	1,059,031	91	
38	Banque de l'Etat de Fribourg, Fribourg	5,000,000	4,838,900	1,689,560	168,995	268,300	—	26,170	26,070	47	2,449,096	42	
39	Zuger Kantonalbank, Zug	3,000,000	2,982,950	1,181,180	284,710	85,100	—	4,208	28,217	60	1,548,115	95	
40	Banca popolare di Lugano, Lugano	3,000,000	2,981,300	1,192,520	82,025	54,900	—	2,120	37,256	89	1,868,321	75	
41	Basler Kantonalbank, Basel	9,940,000	9,683,000	3,867,200	895,525	438,400	—	15,010	68,540	29	5,224,675	99	
42	Appenzell T.-Rh. Kant.-Bank, Appenzell	1,000,000	956,400	394,160	41,865	39,750	—	820	7,900	94	484,896	29	
Stand am 10. Januar 1903		241,233,200	*230,602,150	92,240,860	28,662,165	21,150,050	—	2,020,879	2,515,193	08	146,589,148	02	
Etat au 10 janvier		241,484,600	235,754,900	94,801,960	25,379,530	17,777,800	—	1,784,168	2,823,709	45	142,077,162	76	
		- 251,400	- 5,152,750	- 2,061,100	+ 3,282,635	+ 3,372,250	—	+ 286,716	- 808,516	42	+ 4,511,965	26	

Ausgewiesene Zirkulation
Circulation accusée Fr. 230,602,150. —

* Wovon in Ab-
schnitten von: Fr. 1000 Fr. 12,950,000
" 500 " 28,185,500
" 100 " 135,570,900
* Dont en cou-
pures de: " 50 " 53,895,750
Fr. 230,602,150

Noten in Kassa der Banken
u. bei der Abrechnungs-
stelle in Conto B " 23,170,990. —
Billets chez les banques et
à la chambre de compen-
sation en compte B
Noten in Händen Dritter
Billets en mains de tiers
Fr. 207,431,220. —

Noten in Händen Dritter
Billets en mains de tiers
Gesetzliche Barschaft
Espèces légales en caisse
Ungedeckte Zirkulation
Circulation non couverte
Fr. 207,431,220. —
Fr. 120,903,025. —
Fr. 86,528,195. —

Gold — Or Fr. 107,090,520. —
Silber — Argent " 18,812,505. —
Gesetzl. Barschaft
Encaisse métallique
Fr. 120,903,025. —

Stand am 10. Januar 1903
Etat au 10 janvier } Fr. 216,192,935. —

Fr. 96,512,445. —

Fr. 119,681,490. —

Spezieller Ausweis der schweiz. Emissionsbanken mit beschränktem Geschäftsbetrieb.
Etat spécial des banques d'émission suisses avec opérations restreintes.

(Artikel 15 und 16 des Gesetzes.)

Vom 17. Januar 1903. — Du 17 janvier 1903.

(Articles 15 et 16 de la loi.)

Nr.	Firma Raison sociale	Noten-Emission Emission	Notendeckung nach Art. 15 des Gesetzes — Couverture suivant l'article 15 de la loi			Total			
			Noten and. Banken in Kassa u. b. d. Abrech- nungsstelle, Conto B Billets d'autres banques et avoir à la chambre de compen- sation, compte B	Chèques, inssert 8 Tagen fälliges Depot u. Kassa- schecks von Banken Chèques, bons de caisse et de dépôt de banques, cédant dans les 8 jours	Innert 4 Monaten fällige — Echant dans les 4 mois Schweizer Wechsel Effets sur la Suisse		Ausland-Wechsel Effets sur l'étranger	Lombard-Wechsel Avances sur nantissement	
5	Bank in St. Gallen	17,900,000	188,999. 46	—	7,495,934. 05	2,582,061. 55	3,994,400. —	—	14,209,395. 06
14	Banque du Commerce, à Genève	24,000,000	2,861,260. 90	—	7,398,942. 05	3,270,500. 10	1,838,000. —	1,100,000. —	15,968,703. 05
17	Bank in Basel	24,000,000	2,122,369. 78	—	7,217,018. 93	5,712,648. 61	8,584,348. 60	—	23,636,380. 77
31	Banque commerciale neuchâteloise	8,000,000	275,803. 70	—	6,329,203. 41	892,353. 85	652,630. —	—	7,649,990. 46
	Stand am 10. Januar 1903	73,900,000	5,398,433. 79	—	28,439,098. 44	11,957,583. 61	14,569,373. 50	1,100,000. —	61,464,469. 34
	Etat au 10 janvier	74,000,000	4,052,187. 34	—	31,226,180. 42	11,221,973. 61	14,712,703. 50	1,100,000. —	62,312,444. 87
		- 100,000	+ 1,346,246. 45	—	- 2,787,081. 98	+ 736,190. —	- 143,330. —	—	- 847,975. 58

Aktiven — Actif					Passiven — Passif				
Nr.	Firma Raison sociale	Gesetzliche Barschaft Espèces ayant cours légal	Notendeckung n. Art. 15 d. Gesetzes Couverture des billets suiv. l'art. 15 de la loi	Uebrige kurzfristige dispon. Guthaben Autres créances disponibles à courté échéance	Total	Noten- Zirkulation Billets en circulation	In längst 8 Tagen zahlbare Schulden Engagements échéant dans les huit jours	Wechsel- Schulden Engagements sur effets de change	Total
5	Bank in St. Gallen	7,964,380. —	14,209,395. 06	255,367. 22	22,429,092. 28	17,278,800	926,868. 17	—	18,205,668. 17
14	Banque du Commerce, à Genève	10,174,375. —	15,968,703. 05	795,179. 35	26,938,257. 40	22,994,150	1,810,867. 60	—	24,804,807. 60
17	Bank in Basel	11,584,445. —	23,636,380. 77	1,444,324. 06	36,615,149. 83	22,868,450	4,489,584. 77	—	27,358,014. 77
31	Banque commerciale neuchâteloise	3,392,275. —	7,649,990. 46	121,017. 96	11,163,283. 42	7,860,100	352,488. 01	—	8,212,688. 01
	Stand am 10. Januar 1903	+ 33,065,425. —	61,464,469. 34	2,615,888. 59	97,145,782. 93	70,996,500	7,579,573. 55	—	78,576,073. 55
	Etat au 10 janvier	32,958,805. —	62,312,444. 87	3,781,728. 67	98,997,978. 54	72,778,350	9,152,735. 25	—	81,931,085. 25
		+ 111,620. —	- 847,975. 53	- 1,115,840. 08	- 1,852,195. 61	- 1,781,850	- 1,573,161. 70	—	- 3,365,011. 70

+ Ohne Fr. 33,120, 14 Scheidemünzen und nicht tariferte fremde Münzen. — Sans fr. 33,120, 14 monnaies d'appoint et monnaies étrangères non tarifées.
 17. Januar 1903. — Offizieller Diskontsatz der schweizerischen Emissionsbanken: 4 1/2 %, gültig seit 17. Oktober 1902.
 17 janvier 1903. — Taux d'escompte officiel des banques d'émission suisses: 4 1/2 %, valable depuis le 17 octobre 1902.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Gründungen von Aktiengesellschaften in Deutschland im Jahre 1902.

Der «Deutsche Oekonomist» bringt folgende Tabellen:

Bezeichnung	1899		1900		1901		1902	
	An-zahl	Kapital 1000 Mk.	An-zahl	Kapital 1000 Mk.	An-zahl	Kapital 1000 Mk.	An-zahl	Kapital 1000 Mk.
Landwirtschaft, Viehzucht	1	500	2	1,140	2	7,000	—	—
Bergbau, Hütten, Salinen	11	23,349	14	23,219	7	11,300	2	7,900
Industrie der Steine und Erden	29	25,480	33	22,887	17	13,998	14	7,795
Metallverarbeitung, Maschinenbau	75	109,220	53	87,390	19	19,010	6	12,285
Chemische Industrie, Heiz- und Leuchtstoffe	21	15,005	11	15,960	11	4,355	6	18,614
Elektrizitäts-Gesellschaften	32	34,580	15	27,670	10	6,450	10	13,690
Textil-Industrie	13	18,480	16	26,965	8	15,270	3	9,075
Papier-, Leder-, Holz- u. Schnitzstoffe	18	18,405	19	21,667	7	4,810	4	1,941
Nahrungs- etc. Mittel.	47	42,517	31	21,140	23	17,643	11	19,985
Darunter:								
Zuckerfabriken	—	—	2	1,338	—	—	—	—
Bräuerereien	32	25,087	21	61,616	13	10,258	6	2,495
Sonstige Nahrungs- u. Genussmittel	15	16,580	8	3,186	10	7,390	5	17,490
Baugewerbe	19	37,520	22	31,340	9	7,036	7	6,701
Polygraphische Gewerbe	8	13,262	4	3,600	1	100	3	780
Banken	16	29,211	5	6,050	6	12,000	2	2,200
Versicherungs-Gesellschaften	5	9,300	—	—	2	1,700	—	—
Eisenbahnen	9	71,383	2	6,203	3	15,754	2	1,800
Sonst. Transport-Anstalten	29	65,986	17	33,847	9	17,065	8	5,113
Beherbergung und Erquickung	6	3,640	5	4,250	2	470	1	100
Diverse	25	26,595	13	7,180	12	4,296	8	7,500
Summe	364	544,393	261	340,458	158	158,257	87	118,429

Eine weiter zurückgreifende Vergleichung bietet folgende Tabelle:

Zahl der gegründeten Gesellschaften	Aktien-Kapital in- durchschn. auf jede Ges. Millionen Mark		Zahl der gegründeten Gesellschaften	Aktien-Kapital in- durchschn. auf jede Ges. Millionen Mark	
	1899	1900		1901	1902
1902	87	118,43	1885	70	53,47
1901	158	158,25	1884	158	111,24
1900	261	340,46	1883	192	176,03
1899	364	544,39	1882	94	56,10
1898	329	463,62	1881	111	199,24
1897	254	380,47	1880	97	91,59
1896	182	268,58	1879	45	57,14
1895	161	250,68	1878	42	13,25
1894	92	88,26	1877	44	48,42
1893	95	77,26	1876	42	18,18
1892	127	79,82	1875	55	45,56
1891	160	90,24	1874	90	105,92
1890	236	270,99	1873	242	544,18
1889	360	402,54	1872	479	1477,73
1888	184	193,68	1871	207	758,76
1887	168	128,41	vor		
1886	113	103,94	1871	235	2073,79

Die Periode der Hochkonjunktur in der letzten Hälfte der 90er Jahre war eine solche der stets wachsenden Gründungstätigkeit, welche im Jahre 1899 ihren Höhepunkt erreichte. Die industrielle Expansion dieser Aufschwungsperiode wird zu einem sehr grossen Teile durch die erfolgten Gründungen neuer Aktiengesellschaften illustriert; denn die beträchtlichen Erweiterungen der bestehenden Unternehmungen und deren Ausstattung mit neuem Kapital machten die Umwandlung der Privatunternehmungen in Aktiengesellschaften immer mehr zur Notwendigkeit, und diese Umwandlung vollzog sich um so leichter, als das finanzielle Resultat für die alten Besitzer in den meisten Fällen ein sehr gutes war; wurden ihnen doch einerseits die Illusionsobjekte in der Regel ausserordentlich hoch bewertet, und hielten sie andererseits doch auch noch sehr oft die oberste Leitung der neuen Gesellschaft in ihren Händen. Zum andern war die Prosperität der Hauptindustrieweige selbstverständlich geeignet, neue Unternehmen gleich von vorneherein in der Form der Aktiengesellschaft ins Leben zu rufen, und zwar haben die Neugründungen den grössten Umfang in denjenigen Industriezweigen angenommen, welche im Mittelpunkt der Hochkonjunktur standen. Das waren vor allen Dingen die Elektrizitätsindustrie und die Eisenindustrie in ihren verschiedenen Zweigen, neben denen noch hauptsächlich Transportanstalten und Brauereien in Betracht kamen. Aus den obigen Zusammenstellungen geht hervor, dass der Rückgang der Gründungstätigkeit in diesen ehemals bevorzugten Industriezweigen relativ am grössten gewesen ist. Das Nachlassen der Neugründungen begann mit dem Jahre 1900, um dessen Mitte bekanntlich die ersten Symptome des Rückschlages in die Erscheinung traten, und setzte sich in den Jahren 1901 und 1902 in verstärkter Masse fort. Wie aus der Uebersicht hervorgeht, betrug die Zahl der im Jahre 1902 in das deutsche Zentral-Handelsregister eingetragenen neuen Aktiengesellschaften nur 87 mit einem Kapital von 118,43 Mill. M. gegen noch 158 mit 158,25 Mill. M. im vorhergehenden Jahre. Nach der Zahl der gegründeten Gesellschaften ist also der Rückgang gegenüber dem Vorjahre stärker gewesen als nach der Summe des investierten Kapitals, da das durchschnittlich auf jede Gesellschaft entfallende Kapital M. 1,36 Mill. beträgt gegen 1,02 Mill. im Jahre 1901. Man muss schon bis auf das Jahr 1885 zurückgehen, um für ein Jahr eine geringere Anzahl neuer Gesellschaften zu finden; dagegen bleiben mit Rücksicht auf die Summe des gesamten Aktienkapitals auch die Jahre 1893 und 1894 noch erheblich hinter dem Jahre 1902 zurück. Jedenfalls lehrt das beträchtliche Nachlassen der Gründungen gegenüber dem Jahre 1901, dass die Unternehmungslust im vergangenen Jahre allenthalben noch immer mehr zurückgegangen ist.

Verschiedenes — Divers.

Petroleumraffinerie. Im deutschen Reichstage ist am 14. Januar eine Resolution angenommen worden, durch welche die verbündeten Regierungen ersucht werden, mit möglichst Beschleunigung in eine Erwägung darüber einzutreten, ob nicht durch Einführung verschiedener Zollsätze für Rohpetroleum und raffiniertes Petroleum die Schaffung einer inländischen Petroleum-Raffinerie-Industrie möglich und wirtschaftlich geboten sei, und bejahendenfalls einen diesbezüglichen Gesetzentwurf vorzulegen. Zu diesem Plane bemerkten die Herren Scheffer & Drascher in Hamburg:

Es wurde bei den Verhandlungen im Reichstage von einem Abgeordneten darauf hingewiesen, dass Deutschland durch Rockefeller bei der heutigen Lage der Verhältnisse ausgebeutet würde; doch scheint der betreffende Herr zu übersehen oder nicht zu wissen, dass die enormen Verdienste von Rockefeller, bezw. der Deutsch-amerikanischen Petroleumgesellschaft in Deutschland nicht in erster Linie die Folge hoher Preise, sondern einer beispiellos dastehenden, musterhaften Organisation des ganzen Betriebes sind. Wenn der Preis für Petroleum in den letzten Monaten auch etwas angezogen hat, so ist dieses nicht auf Treibereien von Rockefeller zurück-

zuführen, sondern darauf, dass die Produktion von Petroleum, welches speziell für Leuchtzwecke in Betracht kommt, besonders in Amerika stark in der Abnahme begriffen ist, der Konsum dagegen enorm zugenommen hat. Es ist nur zu verwundern, dass unter der Einwirkung dieser Verhältnisse die Preise bei uns nicht mehr in die Höhe gegangen sind, sind dieselben doch in Amerika selbst innerhalb weniger Monate von 8 auf 12 1/2 gestiegen. Von Treibereien des Herrn Rockefeller kann keinesfalls die Rede sein und wenn von einer Seite im Reichstage als Gegenbeweis der verhältnismässig hohe Petroleumpreis in Dänemark angeführt worden ist, so wollen wir darauf hinweisen, dass Rockefeller die Petroleumpreise in Dänemark nicht diktiert. Allerdings existiert in Dänemark eine Gesellschaft, welche das Petroleum ihrerseits von der Standard Oil Company kauft, doch bestimmt letztere den Verkaufspreis in keiner Weise, sondern es ist dieses lediglich die Sache der dänischen Gesellschaft, welche natürlich so viel nimmt, wie sie kriegen kann.

Was nun die Errichtung von Petroleum-Raffinerien in Deutschland anbelangt, sowie die Differenzierung der Zollsätze für Rohöl und raffiniertes Öl zu Ungunsten des letzteren, so können wir nur noch einmal hervorheben, dass dieses durchaus nicht im Interesse des Landes liegt. Der Konsum hat an der Differenzierung der Zölle und an der Errichtung von Raffinerien in Deutschland erst recht kein Interesse, denn die höheren Eingangszölle auf raffiniertes Petroleum würden zweifellos auch eine Verteuerung der Petroleumpreise in sich schliessen.

Der Hinweis auf Oesterreich-Ungarn, wo nach Einführung von Differenzzöllen die Einfuhr von amerikanischem raffiniertem Petroleum langsam aufgehört hat, ist deplaziert, denn das Aufbören der Einfuhr von amerikanischem Leuchtöl nach Oesterreich-Ungarn ist nicht auf die Differenzzölle, sondern auf das gewaltige Steigen der Produktion in Oesterreich-Ungarn selbst zurückzuführen. Dieses Land ist jetzt weder auf die Einfuhr von fremdländischem Leuchtöl noch Rohöl angewiesen, sondern produziert selbst viel mehr, als es gebrauchen kann. In Deutschland liegen die Verhältnisse leider vollständig anders, denn Petroleum, welches zur Herstellung von Leuchtöl sich eignet, wird hier bisher in irgend welchen in Betracht kommenden Quantitäten nicht gewonnen, sondern es findet der bei weitem grösste Teil der Erzeugung als Rohöl Verwendung, bezw. als Produkte, welche man bei der Refinement von Petroleum als Nebenprodukte gewinnt. Der deutschen Erdölindustrie ist daher mit der Einführung von Differenzzöllen, bezw. mit der Erhaltung von Raffinerien in Deutschland nicht gedient, sondern es würde im Gegenteil der kleinen Produktion eine erdrückende Konkurrenz auf den Hals geladen werden. In industriellen Kreisen wird man wohl ebenfalls nicht darauf erpicht sein, event. Petroleumraffinerien zu erhalten, denn der Raffineriebetrieb ist hier bisher vollständig unbekannt, und es wird sich kaum ein deutscher Industrieller bereit finden, nach der Einführung eines der angenommenen Resolution entsprechenden Gesetzes sofort mit dem Bau von Raffinerien zu beginnen. Anders liegen die Verhältnisse mit Rockefeller, welcher durch die Erwerbung des grössten Teils der Aktien die einzige Raffinerie, welche Deutschland hat, bereits besitzt, und welcher zweifellos sofort mit dem Bau von weiteren, durchaus zweckentsprechenden Raffinerien beginnen würde, und welcher nach Inbetriebsetzung derselben dann wirklich ein Monopol in Deutschland besitzen würde. Augenblicklich haben wir hier im Petroleumhandel eine grössere Konkurrenz als seit Jahren; denn es besteht neben der Deutsch-amerikanischen Petroleum-Gesellschaft hier noch die amerikanische Pure Oil Co., und ausserdem tritt russisches, rumänisches und galizisches Petroleum in viel stärkerer Masse als früher in Konkurrenz. Mit dieser Konkurrenz würde es nach der Errichtung von Raffinerien in Deutschland wahrscheinlich bald vorbei sein. Selbst angenommen aber, es würden ausser Raffinerien von Rockefeller noch andere gleichartige Unternehmungen von anderer Seite in Deutschland errichtet, so würde hierdurch eine freie Konkurrenz noch lange nicht gewährleistet; denn wenn es den Agrariern gelungen ist, die ganze Spiritusindustrie zu einem Kartell zu vereinigen, und wenn es möglich war, annähernd 500 Rohzuckerfabriken und -Raffinerien unter einen Hut zu bringen, so ist es gelinde gesagt naiv, anzunehmen, dass sich event. ein halbes Dutzend Petroleum-Raffinerien im Interesse des deutschen Konsumenten fortgesetzt bekämpfen werden. Die wenigen Raffinerien werden es dann auch wohl nicht fertig bringen, einen Ring zu bilden, um den armen deutschen Konsumenten nach allen Regeln der Kunst zu brandschatzen. Möglich wäre es ja, aus der Petroleum-Raffination in Deutschland ein Staatsmonopol zu machen, aber wir halten die massgebenden Persönlichkeiten für zu klug, als dass sie sich auf ein derartiges Experiment einlassen werden. Es erübrigt sich daher, weiter auszuführen, dass es unmöglich sein würde, sich das für die Raffinationszwecke geeignete Petroleum gegen den Willen des Herrn Rockefeller zu beschaffen, und dass in diesem Falle die Abhängigkeit von Rockefeller noch viel grösser sein würde, als sie es heute ist.

— **Milch in Pulverform.** Die Herstellung von Milch in Pulverform als Konserve ist sowohl in Nordamerika als in Skandinavien geglückt. In New-Jersey hat sich die «National Nutrient Comp.» zur Erzeugung des «Nutrium» genannten Milchpulvers gebildet. Die Milch wird im Wasserbade eingedickt, wobei durch Ströme sterilisierter Luft die Austrocknung der flüssigen Bestandteile der Milch erfolgt. Nachdem die Milch so fünfzehn Sechzehntel ihres Volumens verloren hat, wird die Temperatur, bei der die Eindickung erfolgt, erniedrigt und man erhält unter Anwendung einer Drehtrommel und getrockneter, sterilisierter Luft ein Endprodukt, welches gemahlen werden kann und im Aussehen Getreidemehl gleicht.

— **Débouché pour les bâtiments démontables au Cap.** Le représentant des Etats-Unis au Cap appelle l'attention de ses compatriotes sur les nombreuses constructions qui ont été détruites dans cette colonie, et sur l'augmentation probable de la population. Les fabricants de bâtiments démontables semblent donc avoir là une occasion propice de trouver une source d'affaires importantes, d'autant plus que, dans l'Afrique du Sud, les matériaux employés pour ce genre de constructions sont coûteux et ne parviennent que lentement dans l'intérieur.

Ausländische Banken. — Banques étrangères.

Banque nationale de Belgique.			
	8 janvier.	15 janvier.	
Encaisse métall.	118,026,888	118,762,879	Circulat. de billets 643,927,890
Portefeuille	549,299,886	541,653,289	Comptes-courants 80,382,176
			650,460,890
			64,400,892
Deutsche Reichsbank.			
	7. Januar.	15. Januar.	
Metallbestand	828,818,000	874,757,000	Notencirkulation 1,597,109,000
Wechselportef.	394,696,000	793,283,000	Kurzf. Schulden 1,597,000
			528,708,000

Schweizerische Volksbank.

Kreisbank Bern.

Kündigung von Obligationen (Kassascheinen).

Nachstehende, auf den Inhaber lautende Obligationen à 4 % unserer Kreisbank werden hiemit zur Rückzahlung, eventuell Konversion auf 3 3/4 % per 25. April 1903 gekündigt:

- 1) Sämtliche vom 1. November—31. Dezember 1899 ausgestellten Obligationen. (90.)
- 2) Die Nummern
24129, 53040, 53041, 53045, 53046, à Fr. 500;
10693, 11037, 18176, 18177, 18178, 28385, 28386, 28443, 28444, 28616,
38104, 38109, 38114, 38540, 38541, 39484, 39488, 39489, 40512, 40514,
40515, 40534, 40535, 45572, 45573, 45574, 48772, 48773, 48774, 48808,
54108, 54109, 54110, 54111, 54112, 54113, 51262, 51828, 52199, 52200,
52201, 52202, 52203, 52204, 52378, 54021, 54047, 54048, 54049, 54050,
54051, 54052, 54053, 54054, 54055, 54056, 54057, 54058, 54059, 54060,
54078, 54079, 54080, 54081, 54082, 54083, 54084, à Fr. 1000.
18213, 18214, 18224, 18225, 28488, 28489, 28497, 38120, 40590, 53102,
53119, 53120, à Fr. 5000.

Bern, den 20. Januar 1903.

Schweizerische Volksbank.

Der Direktor: **Krebs.**

Aktienbrauerei Thun.

Ordentliche Hauptversammlung d. Aktionäre

Donnerstag, den 29. Januar 1903, nachmittags 2 Uhr,
in der Brauerei Thun (Schützenstube).

Traktanden:

- 1) Abnahme und Genehmigung der Jahresrechnung und der Bilanz, sowie des Berichtes der Rechnungsrevisoren pro 1901/1902.
- 2) Verwendung des Jahresgewinnes pro 1901/1902.
- 3) Entlastung der Verwaltung betreffend die Geschäftsführung und Rechnungsablegung.
- 4) Wahl des Verwaltungsrates wegen Ablauf der Amtsdauer der bisherigen Mitglieder.
- 5) Wahl der Rechnungsrevisoren pro 1902/1903.
- 6) Erhöhung des Aktienkapitals.
- 7) Eventuelle Abänderung der Statuten.

Die Bilanz und die Rechnung über Gewinn und Verlust und der Bericht der Rechnungsrevisoren, sowie die Anträge betreffend die Erhöhung des Aktienkapitals und die Abänderung der Statuten, liegen zur Einsicht der Aktionäre vom 21. Januar 1903 hinweg im Bureau der Spar- & Leihkasse Thun auf, woselbst die Ausweiskarten vom 27. Januar 1903 hinweg bezogen werden können. (103.)

Die Tit. Aktionäre werden zu dieser Versammlung höflich eingeladen.
Thun, den 16. Januar 1903.

Namens des Verwaltungsrates,

Der Präsident:
Bergner.Der Sekretär:
J. Lämmlin.

Berner Chocolate-Fabrik Tobler & C., A.-G.

(Aktiengesellschaft mit Sitz in Bern).

Die Herren Aktionäre werden hierdurch gemäss Beschluss der konstituierenden Generalversammlung eingeladen, die dritte und letzte Aktien-einzahlung von 40 %, gleich Fr. 200 per Aktie, bis zum 31. Januar 1903 bei der Tit. Eidgenössischen Bank A.-G. in Bern zu leisten, wo die Aktientitel in Empfang genommen werden können.

Bern, den 19. Januar 1903.

[102]

Der Verwaltungsrat.

Verkaufs-Offerte.

Ein bis dahin betriebenes Handels- und Baugeschäft (Fabrikation von künstlichen Steinen und andern Baumaterialien) wird hiemit infolge der durch besondere Verhältnisse notwendig gewordenen Geschäfts-Auflösung aus freier Hand zum Kaufe angetragen.

Diese Kaufobjekte bestehen:

- a. in einem vor wenigen Jahren neu erbauten, soliden zweistöckigen Wohnhaus mit Stallung und Remise nebst den zur Fabrikation und Aufbewahrung von Baumaterialien erforderlichen Räumlichkeiten und Maschinen, in unmittelbarer Nähe der Bahnstation Aarburg. Die Anlage hat direkten Geleiseanschluss durch Rollbahn an die Station Aarburg;
 - b. in einer neu errichteten Fabrik mit Trocken-Lokalitäten zur Erstellung von Kunst-Steinen, nebst Wasserversorgung, Reservoir, Rollbahn und den zu diesem Geschäftsbetriebe erforderlichen, in gutem Zustande sich befindlichen Maschinen und übrigen Utensilien.
- Zu diesem Etablissement gehört ein Ungelände mit Tuff-Steinbruch im Flächeninhalt von zirka 2 1/2 Hektaren.

Die beiden Kaufobjekte können entweder zusammen oder auch getrennt käuflich erworben werden, indem ersteres vermöge seiner günstigen Lage sich zu jedem beliebigen Geschäftsbetriebe eignet und die Kunststein-fabrik ohne irgend welchen Nachteil besonders betrieben werden könnte. Diesfällige Geschäfts-, resp. Kaufsüchhaber wollen sich zum Zwecke weiterer bezüglicher Unterhandlungen an den Unterzeichneten, als bestellten Liquidator, wenden, welcher zur Erteilung näherer Aufschlüsse bereit ist.

Murgenthal, den 17. Januar 1903.

Für Schmitter, Schmid & Co. in Liquidation, Aarburg,

(105)

Der Liquidator:

sig: **C. Imboden.**

Konkurrenz-Eröffnung.

Die Kreisdirektion II der Schweizerischen Bundesbahnen in Basel eröffnet hiermit Konkurrenz über die Lieferung des diesjährigen Bedarfs der Werkstätte Olten an Glastafeln diverser Sorten und Dimensionen. Nähere Auskunft über die Lieferungsbedingungen etc. erteilt die Werkstätte Olten.

Die Offerten sollen sich für Lieferung franko aller Spesen auf den Bahnhof Olten verstehen.

Endtermin für die Angebote: 15. Februar 1903.

Die Offertsteller bleiben bis 15. März 1903 an ihre Angebote gebunden. Offerten auf das Ganze oder einzelne Positionen sind verschlossen unter Aufschrift: «Angebot für Lieferung von Glas» an die Kreisdirektion II der Schweizerischen Bundesbahnen in Basel einzureichen.

Basel, den 19. Januar 1903.

Kreisdirektion II

der Schweizerischen Bundesbahnen.

[106]

Baugesellschaft „Bahnhofquartier“, Biel.

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Samstag, den 31. Januar 1903, nachmittags 2 Uhr,
im Hotel zur „Krone“ in Biel.

Traktanden:

- 1) Genehmigung des Geschäftsberichtes und der Rechnung für das sechste Betriebsjahr.
- 2) Decharge-Erteilung an den Verwaltungsrat.
- 3) Festsetzung der Dividende.
- 4) Statutenrevision.
- 5) Wahl der Kontrollstelle.
- 6) Unvorhergesehenes.

Stimmkarten können gegen genügenden Ausweis des Aktienbesitzes im Bureau des Herrn Notar Hans Ryl in Biel bezogen werden, ebenso vom 25. Januar hinweg der Jahresbericht. [104]

Biel, den 15. Januar 1903.

Der Verwaltungsrat.

Generalversammlung der Aktionäre

der

Brauerei Oerlikon A.-G.

Samstag, den 7. Februar 1903, abends 7 Uhr,
im kleinen Saale der Brauerei.

Traktanden:

- 1) Rechnungsablage und Bericht der Kontrollstelle.
- 2) Bericht des Verwaltungsrates.
- 3) Decharge-Erteilung an die Verwaltung.
- 4) Wahl von 2 Rechnungsrevisoren und 2 Suppleanten.
- 5) Allgemeine Umfrage. [108]

Oerlikon, den 19. Januar 1903.

Der Verwaltungsrat.

Vorteilhafte Gelegenheit

zu gewinnreicher Kapitalbeteiligung an einem nachweisbar rentablen, in geordneten Verhältnissen befindlichen und in nächster Nähe der Eisenbahnstation einer verkehrsreichen Ortschaft der Ostschweiz gelegenen industriellen Etablissementes oder zu käuflicher Uebernahme desselben unter den günstigsten Bedingungen. — Nähere Auskunft an seriöse Reflektanten erteilt das (96.)

Advokatiebureau Dr. Lehmann,

Telephon 521.

Museumstrasse 41, St. Gallen.

American Desk.

Eine grössere Anzahl echte, amerikanische

Rolljalousie-Pulte,

ganz hochfeine Fabrikate, tadellos neu, werden Verhältnisse halber zu ganz aussergewöhnlich billigen Preisen per Kassa abgegeben. — Offerten unter „American Desk“ an [98]

Rudolf Mosse, Zürich.

Elektrotechniker,

Absolvent eines schweiz. Technikums, mit 4 Jahren Werkstatt- und Montagepraxis, im Entwerfen und Ausarbeitung von elektr. Maschinen jeder Art bewandert, im Bau von Licht- und Kraftanlagen, sowie im Betrieb von elektrischen Zentralen erfahren, sucht passende Stellung. Kautionsleistung werden. Referenzen und Zeugnisse zu Diensten. Offerten unter Chiffre Z B 452 an Rudolf Mosse, Zürich. [97]



Überall zu haben oder direkt von Faure & Co, Riga (Russland). [84]

FRANZÖSISCHE

B. Dumas, Propriétaire, in Thézan (Aude, Frankreich), liefert seine feinen, garant. reinen Rot- und Rosé-Weine von Fr. 38 per hl franko verzollt Genf an. Muster gratis. Bureau in Genf: Rue du Rhône, 112. (23)

WEINE

Rudolf Mosse in Zürich.

Annoncen-Expedition.